

Une Europe prise en défaut sur le cas grec

En agissant trop tard et trop peu, les dirigeants européens n'ont pu éviter une contagion de la crise des dettes

BRUXELLES - bureau européen

Le défaut de la Grèce, voire l'éventualité de sa sortie de la zone euro constituent un cruel constat d'échec pour l'Union européenne (UE) et la zone euro. Depuis cinq ans, les dirigeants européens, Angela Merkel en tête, ont déployé une énergie considérable pour éviter le naufrage du pays. Ils n'ont pu empêcher, en agissant trop tard et trop peu, en mai 2010, la contagion de la crise à d'autres maillons faibles de l'UE : l'Irlande, puis le Portugal, Chypre, et l'Espagne frappée par la faillite de ses banques. Après le référendum grec, ils peuvent désormais craindre de nouvelles répliques de cette interminable crise des dettes. Les dysfonctionnements et les faiblesses révélés au cours des années sont en effet loin d'être tous surmontés.

Des institutions impuissantes face à des États divisés La crise grecque a mis en lumière, de la manière la plus évidente, les faiblesses des institutions européennes (Conseil, Commission, Eurogroupe, Parlement) face à des États souvent incapables de se mettre d'accord. « En réalité, nous assistons à des confirmations tragiques : le repli sur la méthode intergouvernementale au détriment de la pratique communautaire, le manque de leadership, le Parlement aux abonnés absents », relève Jean-Michel De Waele, spécialiste des questions européennes et professeur de sciences politiques à l'Université libre de Bruxelles.

En fait, face au vide politique, la Banque centrale européenne (BCE) s'est imposée au fil des mois, en tant qu'unique institution vrai-

ment fédérale. A ce stade, c'est elle qui tient à bout de bras la Grèce, en alimentant ses banques en liquidités. Elle a même gagné de nouvelles prérogatives, en prenant en charge depuis 2014 la supervision centralisée, depuis Francfort, du secteur bancaire de la zone euro. Une petite révolution inimaginable il y a cinq ans.

Autre nouveauté de ces derniers mois, la Commission européenne, dirigée par Jean-Claude Juncker, a tenté de retrouver un rôle politique et sa place de faiseuse de compromis. Le président luxembourgeois a été l'un des principaux interlocuteurs du premier ministre grec, Alexis Tsipras, et son cabinet s'est fortement impliqué dans le travail technique, surtout quand la négociation pour un accord « réformes contre argent frais » est entrée dans la dernière ligne droite, en juin. Mais cela n'a pas suffi face aux exigences du Fonds monétaire international (FMI) et des États excédés par l'attitude du gouvernement grec.

Une zone euro novice dans la gestion de crise L'Union monétaire n'était pas prête du tout, voici cinq ans, à gérer une crise de l'ampleur d'une faillite d'un de ses États membres. En principe, les traités européens interdisent même le renflouement d'un pays en difficulté. Une clause qui a longtemps permis au gouvernement allemand de temporiser avant de voler au secours des Grecs en 2010. Avant d'accepter, Angela Merkel a exigé de solides contreparties dans le domaine des réformes, et l'implication du FMI.

Cinq ans plus tard, la potion s'est avérée trop indigeste pour la Grèce. De surcroît, le FMI et l'Eurogroupe (composé des ministres

des finances de la zone euro) ont joué des partitions différentes, ce qui a rendu le processus un peu plus complexe. « Tout cela démontre l'incompatibilité fondamentale entre le fonctionnement de démocraties nationales et des systèmes de gouvernance économique internationale », commente Bruno Kaufmann, membre du think tank Democracy International.

Le FMI plaide pour une restructuration de l'énorme dette grecque (322 milliards d'euros, 177 % du PIB), accompagné d'une forte austérité. L'Eurogroupe refuse à ce stade toute forme d'allègement de la dette, tel que réclamé par les Grecs. Collectivement, les grands argentiers ont même durci leurs positions au fur et à mesure que montait l'exaspération face aux méthodes de négociation, jugées désarmantes, brouillonnes ou agressives du gouvernement Tsipras. « Recroquevillés sur leurs comptes d'apothicaires, ils ont été incapables de prendre de la hauteur », dénonce Philippe Lamberts, coprésident du groupe des Verts européens. Au Conseil aussi, les enjeux nationaux ont été dé-

« Les institutions européennes sont incapables de résoudre ce genre de problème. Il faudrait un traité pour l'euro »

JAKOB VON WEIZSÄCKER
eurodéputé allemand

terminants. Matteo Renzi et François Hollande ont été actifs mais n'ont pas été assez fermes pour convaincre Angela Merkel.

Les lacunes démocratiques de la zone euro Mais que fait le Parlement européen ? Totalement absent, ou presque. Martin Schulz, son président, a bien tenté, avec M. Juncker, d'arracher un accord pour éviter à la Grèce de faire défaut devant le FMI, le 30 juin. « Jean-Claude Juncker et Martin Schulz ont tout centré sur les sommets », regrette l'eurodéputé Vert Yannick Jadot.

En fait, si elle a gagné des pouvoirs au fil des traités, l'assemblée ne dispose encore d'aucune compétence pour contrôler l'action de la « troïka » des bailleurs de fonds (les « hommes en noir » de la Commission, de la BCE et du FMI), ou pour surveiller les performances budgétaires des États. Dans l'urgence, comme les plans d'aides ont pour l'essentiel engagé des moyens nationaux, ce sont les parlements de chacun des États de la zone euro qui ont ratifié ces décisions. D'où l'importance prise au fil de la crise par le Bundestag allemand, beaucoup plus impliqué que l'Assemblée nationale française sur les questions européennes.

Au sein du Parlement européen où siègent des élus des 28 pays, il n'est pas facile d'aborder les questions concernant l'un des 19 membres de l'euro. « Le Parlement est gêné par ce type de sujet, qui ne concerne qu'un seul pays et qui risque de le diviser », argue Alain Lamassoure (Les Républicains).

Existe-t-il des remèdes à ces dysfonctionnements des instances européennes ? « Pour l'instant, elles ne sont pas capables de résoudre

Face au vide politique, la Banque centrale européenne s'est imposée en tant qu'unique institution fédérale

ce genre de problème. Il faudrait un traité pour l'euro », avance Jakob von Weizsäcker, un élu du SPD allemand. D'autres, en particulier au sein de l'Hémicycle, souhaiteraient créer une sorte de Parlement de la zone euro, afin d'affirmer le contrôle démocratique des décisions concernant l'Union monétaire. Encore faut-il que les États et les parlements nationaux acceptent de céder des prérogatives à cette éventuelle Chambre.

« Il faut une "relégitimation" du projet européen, au-delà de la coopération intergouvernementale », avance le think tank EuropaNova. Il propose un nouveau projet de Convention où seraient refondés le projet de l'UE et singulièrement la zone euro. Sans modification des traités, afin d'éviter d'autres désillusions, compte tenu du risque de rejet par des opinions eurosceptiques ou europhobes.

L'absence d'intégration économique Pour l'avenir, la chance allemande, Angela Merkel, a une préoccupation pour éviter la répétition d'une telle crise : faire en sorte que les États de l'euro respectent les règles budgétaires européennes – renforcées depuis 2010 – ainsi qu'un nouveau cadre de convergence économique. En

contrepartie, l'idée serait de mutualiser une partie des dettes européennes, ou de muscler les fonds destinés à soutenir le rattrapage, ou l'assurance-chômage des régions les plus faibles. Mais ce chantier nécessitera, surtout vu de Berlin, une profonde réforme des traités.

« Il est nécessaire et urgent pour les États de la zone euro d'aller beaucoup plus loin dans l'intégration économique et budgétaire, étant acquis que les autres États membres pourraient rejoindre une euro-union, à la condition d'en accepter toutes les clauses », juge le think tank EuropaNova. Un autre groupe, Sauvons l'Europe, vient, lui, de rassembler les signatures d'une dizaine d'eurodéputés français, membres des groupes social-démocrate, libéral et Verts du Parlement, ainsi que de membres de la société civile. Déplorant « l'immense gâchis » et « la montée des égoïsmes nationaux » engendrée par la crise grecque, son manifeste réclame lui aussi une véritable gouvernance politique de la zone euro, afin de répondre à l'incapacité des dirigeants nationaux de prendre des « décisions fortes ».

« Améliorer la gouvernance ne suffit pas ! », assène Pierre De-fraigne, qui préside, à Bruxelles, la Fondation Madariaga-Collège d'Europe. Il convient d'instaurer le principe d'une solidarité budgétaire véritable, qui est dans la nature même d'une union fédérale. » Une perspective encore lointaine tant cinq années de crise ont exacerbé les réflexes eurosceptiques dans l'opinion publique, et les tensions entre les États de l'Union européenne. ■

CÉCILE DUCOURTIEUX,
JEAN-PIERRE STROOBANTS
ET PHILIPPE RICARD (À PARIS)

Dimanche 5 - Lundi 6 juillet 2015